

Règlement intérieur :
Retoqué pour non
respect des libertés
individuelles

l'étincelle

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com - pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire - mardi 26 juin 2012

Mettre les profiteurs à la redresse

Depuis la fin des élections présidentielles, on assiste à une cascade de fermetures de sites, de plans de licenciements et de compressions d'effectifs, sans parler des centaines de milliers de licenciements déguisés en « départs volontaires », une arme législative, encore une, au service des licenciements.

Malgré les mensonges de la direction de Peugeot-Citroën, la fermeture programmée du site d'Aulnay-sous-Bois qui emploie 3000 salariés (et dont dépend 10 000 emplois en Seine-Saint-Denis) n'est plus un mystère pour personne. De son côté, Air France vient d'annoncer plus de 5000 suppressions de postes, soit plus de 10 % des effectifs. La direction d'Air France prétend trouver plusieurs milliers de salariés prêts à quitter « volontairement » leur boulot sans proposition de reclassement et pour des indemnités dérisoires. On imagine ce que mettent en œuvre les patrons pour trouver des volontaires : pressions à tous les étages, conditions de travail insoutenables et management par la peur.

Face à cela, le ministre du « redressement productif », Arnaud Montebourg, use de la même entourloupe que les gouvernements précédents. A chaque annonce de fermeture d'entreprise, il fait miroiter aux salariés le rachat par un « repreneur », dont la mission consiste, quand la reprise est effective, à fermer la boîte un peu plus tard après avoir baissé les salaires et réduit les effectifs à coups de plans successifs. Bref, le redressement productif en question ce n'est en rien mettre les patrons licenciés à la redresse. Au contraire cela consiste surtout à leur permettre de licencier au moindre frais en faisant sous-traiter les licenciements par divers repreneurs véreux. Et c'est ainsi que perdurent leurs affaires juteuses.

Notre dû, pas l'aumône

Sur les salaires comme sur les licenciements, le gouvernement n'a pas choisi le camp des salariés. Bien au contraire. Le « coup de pouce » au SMIC doit être annoncé ce mardi. Autour de 22 euros net par mois selon la presse ! Même pas la moitié d'un plein. Il est temps de rappeler à ce gouvernement que les travailleurs ne font pas la manche. C'est au bas

mot 300 € nets mensuels pour tous qu'il nous faut, ne serait-ce comme simple rattrapage, et le Smic à 1 700 € nets tout de suite.

Le prétexte de l'aide aux PME

Selon le gouvernement, si l'augmentation du SMIC est faible, c'est pour ne pas entamer la « compétitivité » des petites et moyennes entreprises qui n'ont pas les reins assez solides.

Mais si tel est le cas, pourquoi le gouvernement n'impose-t-il pas aux banques, à qui il a prêté des centaines de milliards à des taux défiant toute concurrence, de prêter aux mêmes taux aux PME ? Pourquoi serait-ce aux smicards, aux mères célibataires contraintes aux temps partiels, aux vendeuses de chez Camaïeu ou de H&M, aux caissières de Carrefour de financer « l'économie réelle », comme dit Montebourg ? Ou à la Banque publique qu'il envisage de créer, non pas en prenant aux banques privées, mais en puisant sur l'impôt et l'épargne des contribuables.

Mais si le gouvernement compte bien aider les patrons, grands, moyens ou petits, le voilà déjà ce lundi réuni en « séminaire » pour, dit-il, « redresser » le budget de l'état, c'est à dire le réduire. Il affirme que pour la fin 2012 il pourrait récupérer les 7 à 10 milliards manquants par un relèvement (très limité) de l'impôt sur la fortune ou des droits de successions. Mais pour 2013 c'est sur les services publics notamment qu'il compte faire des économies draconiennes : on parle déjà de ne plus remplacer deux fonctionnaires partant à la retraite sur trois. Pire donc que les réductions d'emplois dans la fonction publique qu'avait décidées Sarkozy (avec le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux).

La solution par la lutte

Contre les patrons qui licencient et le gouvernement qui annonce déjà l'austérité « de gauche », il y a de quoi être en colère. Des luttes éclatent ici ou là. Mais la colère demeure, sinon rentrée, du moins cloisonnée, éparpillée. Il faudra bien qu'elle s'exprime par une lutte d'ensemble pour l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous et des salaires décents.

Les comptables demandent des comptes

Jeudi dernier, 80 salariés de la Direction de la Comptabilité, mais aussi d'autres directions, ont débrayé 2h au Plessis. Le transfert d'une partie de la comptabilité au centre de gestion Renault Retail Group de Boigny près d'Orléans dans le cadre de l'E²F², entraîne la suppression de 49 postes au Plessis, et les reclassements promis se font attendre.

Une mobilisation inhabituelle dans ce secteur. Et à renouveler !

Attaque générale

E²F² : c'est le nom de code du plan de réduction des coûts et des effectifs lancée par la direction centrale de Renault. L'« Efficience Economique des Frais de Fonctionnement » (E²F²) concerne le tertiaire (Commerce, Marketing, Vente, Après Vente, Comptabilité, Ressources Humaines, Informatique...) mais aussi les fonctions supports de l'Ingénierie et de la Fabrication. Exemples : le plan « Vitesse » à l'informatique fixe un objectif de 27 % de gain de productivité d'ici 2016. Ou le transfert d'activité vers RNTBCI dans le cadre de la mutualisation entre la France et l'Inde. Ou encore celui de la comptabilité à Orléans (mutualisation des tâches « déléguables » entre Renault sas, RCI et RRG)...

Pour défendre nos emplois et nos conditions de travail, il ne faudra pas se laisser saucissonner.

Passe ton badge d'abord

Vérification et régularisation des heures d'entrée et de sortie, gestion des alertes, emails supplémentaires. La mise en place du pointage s'accompagne d'une surcharge de travail. Ce n'était pas censé aider à « maîtriser le temps de travail » ?

Les compteurs s'affolent

Le pointage permet surtout de vérifier que nous faisons trop d'heures et certains chefs commencent à faire la chasse aux compteurs trop pleins, quitte à demander sans ménagement aux salariés qui s'attardent de rentrer chez eux. Résultat : encore de la pression car il faut quand même faire le travail.

Un règlement pas dans les règles

L'inspection du travail vient de demander à la direction de revoir sa copie sur le nouveau règlement intérieur du TCR. Respect des horaires, usage des vestiaires ou du téléphone portable, fouilles, dépistage de l'usage de stupéfiants et d'alcool, déclaration des accidents de travail, perte d'outillage : la direction a été épinglée sur son déni du respect des libertés individuelles et sa tendance à se défaire sur les salariés et les managers.

L'inspection lui demande aussi de supprimer le paragraphe interdisant les rassemblements sur le site. De quoi se retrouver dans la Ruche pour fêter ça !

La vache à lait de l'Etat

La demande d'aide au secteur automobile formulée par Tavares a été « mise à l'étude » par Montebourg, le ministre du Redressement productif. Le précédent plan d'aides a coûté 1 milliard d'euros en prime à la casse et 1,2 milliards en bonus-malus écologique (en plus du prêt à taux réduit de 6 milliards à PSA et Renault) et gonflé d'autant la dette publique. Des aides versées sans réelle contrepartie, permettant à Renault de distribuer des bonus et des dividendes record tout en supprimant des emplois.

Alors rebelote !? Privatiser les profits et socialiser les pertes : le changement, ce n'est pas maintenant.

Suppression des AGS : le retour

La direction centrale remet de nouveau en cause les Augmentations Générales de Salaires (AGS) des ETAM. Mêmes arguments qu'il y a deux ans : sanctionner la non performance, donner plus de marges de manœuvre aux managers. Et surtout diviser les ETAM pour mieux régner et réduire si possible l'enveloppe globale des augmentations.

Alors comme en 2010 : c'est toujours NON !

L'individualisation : plus de perdants...

Un tiers des cadres, selon la lettre de transparence, a eu une Augmentation Individuelle (AI) inférieure aux AGS en 2012 : 24 % ont eu une AI de 1,5 % et 9 % des cadres ont eu 0 % d'AI ! Une proportion en hausse par rapport à l'an dernier. Et c'est ce système que la direction voudrait étendre aux ETAM !?

...et pas plus de gagnants

Toujours selon la lettre de transparence, 49 % des ETAM ont dû se contenter de 2 % d'AGS et 31 % ont eu 1 % d'AI en plus. 20 % des ETAM ont donc eu plus que 3 % (AGS+AI), soit à peu près le même pourcentage que les cadres (24 %), avec pour les deux catégories entre 4 et 6 % d'augmentation.

Il est où l'avantage du système de rémunération des cadres censé mieux reconnaître la performance ?

Course au fric cash flow

« La course au Free Cash Flow, une protection pour l'avenir » veut nous convaincre Tavares sur son blog. Vraiment ? Obtenu en réduisant les effectifs et en intensifiant le travail, le FCF sert à payer les dettes, les dividendes et réaliser des opérations financières (rachats). Si ça plait aux banques et aux marchés, cette course au fric n'est pas la nôtre.

Le monde à l'envers

500 salariés de Sandouville sur 2400 devront aller à Cléon en septembre. A Douai, plus de 1 000 salariés sont détachés vers d'autres sites. Avec l'organisation actuelle des usines, ce sont les salariés qui doivent prendre leur baluchon. Et si on faisait l'inverse : répartir la production selon les effectifs ?